

**Allocution du Vice-Président National de l'APARECO,
Monsieur Clovis MBIKAY.
Le 4 Février 2022,
PRESSCLUB DE L'UNION EUROPEENNE.**

Mesdames et Messieurs, je voudrais, avec l'accord du modérateur Ilela Jean-Pierre, avant de commencer mon exposé, vous demander de bien vouloir observer une minute de silence pour faire honneur à ces dizaines des personnes mortes, à Kinshasa, suite à un accident d'électrocution. Merci pour votre collaboration.

Nous nous réjouissons de ce que les caméras de l'Union Européenne saisissent ce moment et nous espérons que ces images leurs parviendront

Mesdames et Messieurs les journalistes,
Distingués invités,

Face à vous, je me tiens comme un résistant congolais, membre de l'APARECO, et de ce fait, je ne ferai que reprendre ce que tout le monde a déjà entendu de la bouche de notre défunt président national, d'illustre mémoire, monsieur Honoré Ngbanda Nzambo Ko Atumba. Bien que pour certains d'entre vous ce sera un rappel ou du déjà entendu mais je crois que cela en vaut la peine vu les soubressauts que l'actualité politique congolaise nous présente.

Nous allons vous donner les différentes étapes qui ont contribué et continue à contribuer à la descente aux enfers de notre pays.

La République Démocratique du Congo, depuis 25 ans, poursuit sa descente aux enfers à la suite d'une crise multidimensionnelle la plus coûteuse au monde depuis la fin de la seconde guerre mondiale, tant sur le plan humain que financier.

Cette crise multidimensionnelle et essentiellement sécuritaire qui tire l'une de ses principales origines de la convoitise de certains de ses voisins de l'Est dont particulièrement le Rwanda. Ce pays qui est en prise au contraste d'une démographie galopante et d'une exigüité frustrante de son territoire a entrepris, depuis l'arrivée de Paul Kagamé au pouvoir à Kigali en juillet 1994, une macabre série de quatre agressions militaires, avec pour but de chasser de leurs terres ancestrales les populations congolaises autochtones de la

région Est de la RDC, particulièrement celles des provinces du Sud Kivu et du Nord Kivu. Le but avéré de ces agressions répétées est d'occuper cette riche région de la RDC, avec le soutien des multi-nationales, et de l'annexer ensuite au Rwanda.

Et pour y parvenir, le président du Rwanda, Paul Kagamé, et le lobby expansionniste tutsi rwandais ont opté carrément pour la stratégie d'instrumentalisation de la tension et de la confusion qu'ils créent et entretiennent à dessein au sein des populations du grand Kivu. La stratégie de victimisation et de mensonge démeurant le principal modus-opérandi en vue d'atteindre leur objectif. Ces agresseurs se servent à cet effet des réfugiés tutsi-rwandais exilés jadis au Congo et placés depuis 1959 sur les sites de LEMERA, MULENGE et KATOBO par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés.

Les conséquences sont incalculables : plus de dizaine des millions de morts, des centaines de milliers de femmes, d'enfants et de bébés violés et égorgés, des millions de Congolais autochtones spoliés et chassés de leurs terres ancestrales, sur ce la RDC compte plus de deux millions de déplacés internes, le pillage systématique des ressources du pays par des armées des pays voisins dont principalement celles du Rwanda et de l'Ouganda, au profit de plus de 80 multinationales dont la liste est connue de tout le monde. Et malgré la présence de la mission de la plus importante de l'ONU depuis sa création tant en nombre qu'en coût financier, la RDC poursuit inexorablement sa descente aux enfers. Et le monde se demande pourquoi.

Pour nous, la réponse est simple et claire : c'est parce que, depuis le début de cette crise congolaise, on ne veut pas poser les vraies questions de fonds pour donner des bonnes réponses et proposer des solutions adéquates. On évite de nous dire clairement quelles sont les vraies origines et les vrais objectifs de la crise qui a éclaté au Zaïre, aujourd'hui République Démocratique du Congo, depuis octobre 1996. Pourquoi la paix et la démocratie maintes fois promise à cor et à cri ne sont toujours pas au rendez-vous ? Et pourquoi s'obstine-t-on surtout à répéter durant plus de 20 ans les mêmes erreurs en espérant obtenir un résultat différent ? Si vous vous donnez sincèrement la peine d'essayer de répondre, tant que faire se peut, objectivement à ces deux questions, alors vous pourrez aisément appréhender le fondement de la démarche et du combat que mènent l'APARECO et l'ensemble de la Résistance congolaise qui, à vos yeux, semblent prendre le contrepied de la communauté internationale.

La guerre de haute intensité qui a éclaté au Zaïre en octobre 1996 et qui se poursuit aujourd'hui sous forme d'une guerre de basse intensité, mais avec toujours des victimes congolaises, n'est pas une guerre civile entre les tribus

congolaises ni entre les groupes politiques congolais en conflit. Autrement dit, la guerre que connaît la RDC depuis plus de 25 ans n'est pas une guerre civile. Il s'agit d'abord et essentiellement d'une guerre d'intérêts économiques entre les puissances occidentales qui se disputent entre elles le contrôle des immenses et « scandaleuses » ressources dont regorge la République Démocratique du Congo. Il s'agit d'une guerre d'occupation avec comme objectif la balkanisation de notre pays. Ce projet ne date pas d'hier, la convoitise de nos richesses par les puissances internationales n'a pas commencé en 1996. C'est cela la vérité de fond qu'on essaie de camoufler dans la recherche des solutions. Pourtant, les preuves historiques sont là.

Mesdames et Messieurs les journalistes,

La guerre qui a éclaté au Zaïre n'était donc pas, comme nous venons de le voir, une guerre civile pour instaurer une quelconque démocratie au Zaïre, même si les commanditaires de cette guerre ont surfé sur le mécontentement social du peuple zaïrois et des militaires des FAZ pour leur faire croire que les auteurs de cette guerre étaient des « libérateurs » qui allaient les délivrer de la dictature de Mobutu. Cette ruse-là ne change absolument rien aux véritables motivations de la guerre, ni à l'identité réelle de ses commanditaires ! Et après avoir chassé Mobutu, les commanditaires de cette guerre ont éliminé Laurent-Désiré Kabila qui avait joué le rôle de « cache-sexe » de la face réelle de cette agression. Le M'Zee avait eu l'outrecuidance de dénoncer l'une des plus horribles supercheries de notre temps.

Il fut pour cela tué et remplacé par un **Kadogo**, car il n'est devenu officier, que plus tard, de l'armée rwandaise, Hyppolite Kanambe qui a emprunté, pour la circonstance, le nom de sa victime, Kabila. Et c'est ici que la seconde phase de l'agression débuta. Car l'imposteur a fait entrer et installer à travers des mixages et brassages multiples des éléments des armées de leurs pays dans notre armée en RDC, dans la police et dans nos services spéciaux, à travers tout le territoire national. Et ce processus-là, Mesdames et Messieurs, que vous le vouliez ou non, s'appelle partout dans le monde : l'occupation !

Mais là où la situation a commencé à s'enliser, c'est lorsque les mêmes pays qui ont agressé le Zaïre sont revenus et ont repris le dossier, mais cette fois, sous la bannière de la communauté internationale, pour éteindre l'incendie qu'ils ont eux-mêmes allumé. Et comme on devait s'y attendre, les dirigeants politiques de ces pays n'allaient pas se faire harakiri en se pointant eux-mêmes du doigt comme étant les commanditaires du conflit armé.

Nous sommes amenés à nous demander comment peut-on comprendre un seul instant, que les nombreuses forces dites négatives qui pullulent à l'Est

de la RDC, dans une région totalement enclavée et dont les aérodromes et les villes sont quadrillés par plusieurs milliers de casques-bleus équipés des drones, d'hélicoptères, et d'armes sophistiquées, comment disais-je, comprendre que cette ONU-là ne parvienne pas à neutraliser les forces dites négatives ou agresseurs. Et comment ces forces agresseurs parviennent-ils, dans des conditions décrites ci-dessus, à se ravitailler en armes et munitions pendant 25 ans ?

Bien plus grave, comment ces agresseurs parviennent-ils à organiser dans les mêmes régions à l'Est de la RDC les pillages des matières précieuses qui sont transportées par des petits avions vers Kigali et Kampala, là où sont basés les comptoirs et les succursales des multinationales occidentales qui assurent l'exportation de ces minéraux du sang vers l'Occident ? Qu'a-t-on fait de la liste des 85 multinationales dénoncées par les ONG pour leur implication dans le trafic des minéraux du sang à l'Est de la RDC ? Faut-il parler ici d'incompétence, de négligence ou de complicité ? Quid de l'application du rapport Mapping?

Mesdames, Messieurs les journalistes,
Distingués invités,

La vérité est qu'aujourd'hui, la République Démocratique du Congo est un *no man's land* où le peuple congolais vit comme un étranger sur son sol natal. Et cela nous a fait comprendre que dans l'esprit de plusieurs pays membres de la communauté internationale, le Grand Congo garde encore son statut de « terra nullius » qui lui a été accordé par les puissances qui l'ont créée en 1885. Mais nous pensons que ce temps-là est révolu ! Nous savons que certains parmi vous nous rétorqueront que nous occultons la part importante de responsabilité qui incombe aux Congolais eux-mêmes, à leurs dirigeants politiques, à leurs élites scientifiques et religieuses, à leur jeunesse.... Loin de nous toute intention d'escapade ! Nous sommes parfaitement conscients du laxisme et de la médiocrité de la grande majorité de la classe politique et de l'élite congolaise. L'APARECO a, à plusieurs fois, stigmatisé le degré élevé de corruptibilité, de versatilité, d'infantilisme, d'immaturité et d'immoralité qui caractérise l'élite de notre pays!

Mais pour cette circonstance-ci, nous avons choisi de nous adresser particulièrement à la Communauté internationale, qui va se réunir ici à Bruxelles, le 17 et 18 février prochain, autrement dit à ces puissances économiques et politiques qui dominent le monde d'aujourd'hui, et qui font la pluie et le beau temps particulièrement dans nos jeunes pays d'Afrique au Sud du Sahara, pour leur relever la part importante de responsabilité qu'ils

portent dans la situation de crise dans notre pays, et les inviter surtout à rectifier leur tir.

Mesdames et Messieurs les journalistes,

La RDC est considérée aujourd'hui comme un non-Etat où n'importe qui entre, vole, viole, tue, pille et sort tranquillement sans être inquiété. Vous n'êtes pas, sans ignorer, que l'actuel président du Congo, Félix Antoine Tshilombo avait décrété, en date du 30 avril 2021, l'état de siège dans la partie Est de la RDC. Cet actuel président dont vos commentaires sur son élection en disaient long sur la démocratie que vous avez tenu à nous imposer. Vous êtes allés jusqu'à parler d'alternance.

Ne vous y trompez donc pas, la planète terre sait que l'alternance démocratique n'a jamais eu lieu dans notre pays. Car dans l'entendement politique et scientifique du terme, "l'alternance politique se produit lorsque les partis appartenant à des courants différents se succèdent au pouvoir". Il ne s'agit pas ici de « coalition » ni de « cohabitation », mais il s'agit bel et bien de « succession »! En pratique donc, l'alternance consiste au renversement de la majorité politique lors d'élections présidentielles et/ou législatives. Telle est l'acception universellement admise de l'alternance démocratique! Or chez nous, en République Démocratique du Congo, notre situation politique ne correspond en rien avec la notion d'alternance démocratique. D'abord, parce qu'il n'y a pas eu d'élection réellement démocratique et ensuite, parce qu'il n'y a pas eu succession d'une nouvelle majorité à une ancienne. C'est l'ancienne majorité qui, ayant perdu les élections, a fait appel à un autre groupe politique qui lui aussi avait perdu les élections, mais qui a accepté de signer un accord secret pour maintenir l'ancienne majorité au pouvoir, en échange d'un poste honorifique de la Présidence de la République, mais sans l'effectivité du pouvoir !

Pour revenir à l'état de siège, plusieurs sources ont dénoncé le fait que les opérations militaires étaient sabotés par Kabila et Tshilombo, au point qu'un officier militaire qualifiera cet état de siège de mascarade pour enrichir les commandants car, disait-il, certains officiers sur le terrain continuaient de recevoir des ordres de Kabila .

Certainement dépassé par les événements, Félix Antoine Tshilombo avait appris à ses dépens que contrairement au nombre que lui fournissait son état major sur l'effectif des hommes en arme, la FARDC n'était que l'ombre d'elle même. Pire il avait parlé de la maffia au sein des FARDC tout en gardant en place les acteurs de cette maffia.

Nous nous devons, ici, de vous rappeler ce que nous considérons comme des paroles prophétiques prononcées par le feu Honoré Ngbanda, président national de l'APARECO, avant de nous quitter, au sujet des missions qu'avait à accomplir Félix Antoine Tshilombo pour faire le lit de la balkanisation.

Il s'agit de Blanchir les occupants et leurs collabos-D'Endormir le peuple Congolais et enfin de concrétiser la balkanisation.

Félix Antoine Tshilombo, pour qui une partie des congolais avait acclamé son accession à la tête de la RDC, s'est mué en LIQUIDATEUR consciencieux de son propre pays, en signant à tout vent tout accord lui présenté par ses maîtres.

Tenez: Les accords bilatéraux signés tour à tour avec Kagamé du Rwanda, Museveni de l'Ouganda et Ndayishimiye du Burundi découlent, en réalité, des fameux accords de Lemera et de ceux qualifiés d'accords cadres d'Addis Abeba. Félix Antoine Tshilombo ne fait que parachever ces accords en apposant sa signature lors du sommet quadripartite de Goma (07 octobre 2021). Quand nous pensons que des milliers de congolais se réjouissaient du fait que, cette fois-ci, un des véritables fils du congo était placé à la tête de la RDC.

Voilà pourquoi l'APARECO qualifie Tshilombo de LIQUIDATEUR de la RDC. Souvenez-vous que dès octobre 2019, en présence de la Monusco et de l'Africom, les chefs d'état-major des armées du Rwanda, Ouganda, Burundi et Tanzanie s'étaient retrouvés autour du général Mbala Musense, chef d'état-major des FARDC, pour mettre en place à l'Est de la RDC un état-major intégré composé des troupes d'élite de chacun de pays ci-haut cités. L'objectif présenté au monde entier était d'éradiquer les groupes armés étrangers dont les ADF Ougandais, les FDLR Rwandais et les Red Tabara Burundais et du côté congolais, les Maï-Maï. Vous remarquerez, vous qui vous considérez comme des experts des dossiers africains, que les Goumino Rwandais qui sévissent à Minembwe ne figurent pas sur cette liste.

Cette initiative a été étouffée dans l'oeuf. L'ordre de Kampala était clair, son représentant ne devait pas parapher cete colllaboration. C'est là que la non maîtrise de la géopolitique par Tshilombo, critiqué, en interne par certains députés FCC, s'est avérée catastrophique pour la RDC. C'est d'ailleurs là, une des causes principales de la rupture de la coalition Cash-FCC, en décembre 2019. En effet, pour s'être opposé au plan Kagamé de légaliser la présence de son armée à l'Est de la RDC, Kagamé ordonna à Tshilombo de rompre son contrat avec le FCC, d'où la création de la fameuse union sacrée.

Sans savoir qu'il s'est fait emprisonné par Kagamé, ces mêmes députés déjà infiltrés par le Rwanda serviront des canaux par lesquels passeront les injonctions de Kagamé qui feront de Tshilombo son porte parole institué.

Cette non maîtrise de la géopolitique, renforçant son rôle de LIQUIDATEUR dont on avait fait allusion çï-haut, nous la retrouverons encore lors de son premier déplacement en tant que président de la RDC en Ouganda. Comme un novice, on lui fera signer des accords qui ne profiteront pas à son pays dont le fameux réseau routier sans oublier les accords sécuritaires pour la paix à l'Est de la RDC. Museveni, sournoisement, avance ses pions dans l'objectif de la balkanisation surtout quand on sait qu'une bonne partie de l'Ituri est occupée par ses troupes. Prétextant un attentat des ADF sur le sol Ougandais, Museveni conclura des accords avec Tshilombo pour combattre les ADF sur le territoire congolais. Encore un autre moyen ou subterfuge pour s'installer au congo. La balkanisation s'étend.

Pendant ce temps, côté congolais, on fait le choix d'endormir le peuple congolais via le porte parole du gouvernement Muyaya et le général Kasongo qui viendront démentir la présence des troupes étrangères sur le territoire congolais.

Nous croyons, Mesdames et Messieurs, que l'heure est venue où on doit reconnaître au peuple congolais le droit de disposer de son territoire conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies. Voilà pourquoi l'APARECO et tous les Résistants congolais sont déterminés à mobiliser le peuple congolais pour sa prise de conscience. Car l'esclavage ou toute autre forme de soumission servile à l'exploitation et à l'humiliation d'un peuple relèvent d'abord de son état d'esprit. C'est pour cela que Mahatma Gandhi a dit, je le cite : « A l'instant où l'esclave décide qu'il ne sera plus esclave, ses chaînes tombent », fin de citation. En effet, la vraie liberté d'un homme, la véritable souveraineté d'un peuple ne peuvent se concevoir qu'au travers d'un changement radical de mentalité et d'attitude !

Voilà pourquoi l'APARECO a choisi de ne pas se taire. Ainsi, depuis sa création le 04 juin 2005, elle informe et forme le peuple congolais pour l'amener à son réveil mental, à sa prise de conscience et à sa mobilisation politique.

Ainsi donc, l'APARECO se retourne résolument vers le peuple congolais, le souverain primaire pour lui demander :

- 1.** De ne plus rien attendre de cette classe politique congolaise sclérosée par la corruption, l'égoïsme, l'avidité et l'hypocrisie ;
- 2.** De ne plus suivre leurs appels farfelus d'organiser des « marches pour les élections », ou des journées dites de « villes mortes » dans un pays déjà mort lui-même dicit Félix Tshilombo. Car ces manifestations ont fait couler inutilement le sang de nos enfants, sans pourtant stopper le processus d'occupation et de balkanisation de la RDC qui est en passe de concrétisation;
- 3.** De s'assumer désormais pleinement en adoptant la seule dynamique restée aujourd'hui valable : celle du soulèvement populaire, non pas pour réclamer

les élections transparentes et crédibles qu'il n'aura jamais avec les collabos et leurs complices, mais pour débarrasser la RDC de toutes les présences des forces d'occupation et d'oppression étrangères. C'est la condition sine qua non à tout processus de démocratisation véritable dans notre pays;

4. De se joindre pour cela, aux forces patriotiques de la Résistance au sein de la diaspora congolaise en vue de s'organiser en réseau de résistance à l'intérieur du pays, avec pour but d'entreprendre plusieurs actions de résistance dont la désobéissance civique qui doit conduire à la paralysie et à la chute des institutions scélérates en RDC. C'est une arme pacifique, mais hautement redoutable si elle est bien usitée par l'ensemble de la majorité du peuple congolais !

Mesdames et Messieurs les journalistes,
Distingués invités,

Pour terminer mon exposé, je voudrais, ici, lancer l'appel de l'APARECO à la classe politique de notre pays. Sachez, nos frères, que nous sommes seulement de passage sur la terre des hommes. Et chacun de nous est appelé, durant sa courte vie sur cette terre, à poser une brique, sa brique, qui doit contribuer à l'œuvre de l'édification de l'histoire du monde. Cette brique, c'est le sacrifice que nous consentons pour les générations futures. Car ces générations nous jugeront demain, non en fonction des milliards que nous aurons amassés dans nos comptes en banque, mais en fonction du sacrifice que nous aurons consenti pour qu'elles connaissent un mieux être ! N'oublions donc pas que tôt ou tard, l'histoire nous jugera tous !

A la jeunesse congolaise, dont j'en fais partie. L'APARECO voudrait vous dire que vous êtes le Congo de demain. Pour cela, vous devez vous mobiliser pour la construction du Congo d'aujourd'hui. Vous ne devez pas vous comporter en spectateurs et attendre que d'autres personnes se battent à votre place pour l'avenir et le devenir de votre pays, la RD Congo. Vous ne devez pas vous limiter à pleurer sur les échecs et les erreurs des générations qui vous ont précédés, mais vous devez plutôt rebondir sur leurs échecs et leurs erreurs, en vous en servant comme vos expériences particulières, pour innover et corriger la trajectoire que doit prendre le Congo de demain. Car le Congo sera demain ce que vous aurez fait de lui aujourd'hui ! Battez-vous pour l'avènement de la démocratie dans votre pays, mais prenez surtout soin de pas ne jeter les graines de la démocratie sur la terre aride de l'occupation ! Dégagez d'abord cette terre rocailleuse et sablonneuse de l'occupation pour la remplacer par celle riche en humus de l'intégrité de nos frontières, de la dignité de chaque citoyen et de la sécurité de nos biens. C'est sur ce terrain-là

seulement que vous jetterez les semences de la démocratie pour vous-mêmes et pour votre postérité !

Notre appel aux dirigeants politiques des pays africains. Nous voudrions leur dire notre peine et notre douleur de voir comment plusieurs parmi eux contribuent activement et cyniquement à la misère du peuple congolais pour des raisons basement d'égoïsme et de cupidité. Nous savons que certains dirigeants souhaitent même que la RDC demeure dans cet état de morosité et de déliquescence, parce qu'ils craignent que sa résurrection et son ascension éclipsent demain leurs pays. Nous leur disons qu'ils ont tort, car avec ou sans eux, la RDC se redressera sous l'impulsion de sa jeunesse et de son peuple. Et en ce moment-là, leur propre peuple leur en voudra à cause du mauvais choix qu'ils ont fait, celui d'avoir refusé de voler au secours du Grand Congo quand il était malade.

Nous interpellons, ici, le Président rwandais Paul Kagame. Point n'est besoin de vous rappeler la prédication du pasteur Ekofo, il y a 5 ans de cela, lors de l'anniversaire de la mort de Mzee L.D. Kabila. Ne perdez pas de vue que la roue de l'histoire continue à tourner irréversiblement. Et si hier et aujourd'hui, les circonstances vous ont été favorables au point de vous faire bénéficier des complicités internationales qui vous ont permis d'envahir la RDC, de décimer son peuple et de piller ses richesses, sachez que demain, cette même roue de l'histoire vous placera dans une position où vous aurez cette fois des comptes à rendre. Et sachez que le Grand Congo, avec ses 70 millions de Congolaises et de Congolais, se mettra bientôt debout et comme nous aimons bien le répéter, tel un éléphant, son démarrage sera peut être lent, mais lorsqu'il aura pris son élan, alors plus rien ne saura se mettre sur son passage pour le stopper ! Et ce temps arrive très bientôt !

Quant à la Communauté internationale, qui se prépare à une rencontre dite cruciale pour l'Afrique et particulièrement aux puissants pays industrialisés du Nord. L'APARECO tient à vous rappeler que les Congolais ne sont pas des xénophobes ni des idiots. Nous savons que depuis 1885, vos pays vivent et se développent grâce aux immenses ressources de nos terres. Nous savons aussi que l'indépendance nominale que vous nous avez accordée en 1960 n'a rien changé de votre détermination d'exploiter unilatéralement nos richesses sans contrepartie équitable. Nous savons aussi que pour perpétuer cet état d'injustice, vous avez toujours eu besoin de placer à la tête de nos pays, des marionnettes qui devaient servir vos intérêts plutôt que ceux de nos peuples. Mais nous pensons que ce temps-là est révolu. Sans verser dans l'animosité et la rancœur destructrices, nous pouvons plutôt envisager d'instaurer un nouvel équilibre d'intérêts dans nos rapports. Car le temps est venu où vous

devez sincèrement accepter l'instauration d'un nouveau rapport de force et d'intérêt qui tienne réellement compte des intérêts de vos enfants et de nos enfants. Si non, nos enfants, spoliés et révoltés, emprunteront demain, d'eux-mêmes, tous les chemins légaux et illégaux pour atteindre vos pays, où ils savent que leurs richesses ont été indument emportées. Et les vagues d'immigration illégale que vous redoutez d'aujourd'hui, exposées toute à l'heure par madame Mpoyo Kasa Vubu, relayées par madame Baya, ici présente, deviendront demain un véritable tsunami que ni vos murs barbelés, ni vos bateaux de guerre, ni vos hélicoptères et vos drones ne sauront contenir ! Les paradigmes en présence prédisent clairement que vous n'avez qu'un choix : vous êtes condamnés à vous développer avec l'Afrique ou alors, vous finirez par couler avec vos richesses et nos richesses ! Seul le partage équitable constitue le gage de sécurité pour nos générations communes.

La déliquescence planifiée de la RDC qui fait de lui un non-Etat aujourd'hui favorise l'éclosion d'un puissant foyer du terrorisme international qui y couve déjà. Et à cause justement de son immense potentiel de richesse, au lieu de l'affaiblir ou de la détruire, vous avez plutôt intérêt à encourager la reprise en main des rênes du pouvoir par les véritables patriotes de la RDC comme l'ont toujours exigé les différentes constitutions qui s'y sont succédées, et d'établir avec eux un nouveau rapport d'intérêt, dépouillé de toutes formes d'injustice, d'hypocrisie, de préjugé et de complexe de supériorité ou d'infériorité.

Vingt-cinq ans durant, vous avez voulu camoufler vos erreurs commises en RDC en déformant la réalité de l'histoire, et pour cela vous avez orienté le peuple congolais vers des solutions qui montrent aujourd'hui leur vacuité et leur incapacité à stopper la descente aux enfers de toute la nation. Le salut pour le peuple congolais ne réside que dans votre courage de revenir à la vérité, de corriger vos erreurs, et de repartir sur des bases nouvelles : celles du droit de chaque peuple à disposer de son pays, de ses richesses et de son avenir. Mesdames et Messieurs les journalistes Distingués invités, Je vous remercie pour votre patience et votre attention !

Bruxelles, le 04 Février 2022.

Clovis MBIKAY KAMPANDHA.

Vice-Président National/APARECO.